



Parliamentarians for Global Action
Parlamentarios para la Acción Global
Action Mondiale des Parlementaires
برلمانيون من أجل التحرك العالمي

8^{ème} Groupe de travail sur la lutte contre l'impunité et le renforcement de l'Etat de droit : les ramifications nationales, régionales et internationales

22 juillet 2020

14h00 à 15h45 (heure du Maroc et de la Tunisie) / **15h00 à 16h45** (heure des Pays-Bas) / **16h à 17h45** (heure du Liban)

Vidéoconférence sur la plateforme Zoom

Note conceptuelle

Depuis plusieurs mois, toutes les régions du monde subissent les effets dévastateurs de la maladie de la COVID-19, et ce, à tous les niveaux. Plusieurs parlements de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, ont entrepris de faire avancer les travaux parlementaires virtuellement, même si, on peut constater un retour progressif à la normalité. Le nouveau coronavirus a non seulement ébranlé la santé des citoyens, mais a aussi révélé les failles et carences des systèmes étatiques existants.

Les ressources dont disposent les gouvernements sont allouées aux mesures pour lutter contre la pandémie. Cette approche sur le court terme ne suffit pas pour garantir à la population la jouissance de leurs droits et le renforcement des cadres et mécanismes démocratiques. Dans ce cadre, les parlementaires jouent un rôle essentiel pour s'assurer que les populations locales bénéficient des meilleures pratiques et aient une législation robuste permettant la garantie de leurs droits fondamentaux, civils et politiques.

Dans le cadre de son programme de Droit international et droits de l'Homme, PGA organise à intervalles réguliers des réunions des groupes de travail régionaux sur le Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Cette année, le secrétariat a décidé d'élargir le thème de la 8^{ème} session du Groupe de travail. Cette dernière portera sur la lutte contre l'impunité et le renforcement de l'Etat de droit au Moyen-Orient et Afrique du Nord, et se tiendra pour la première fois de manière virtuelle. La 7^{ème} session du Groupe de travail, s'était tenu à Dakar (Sénégal), en décembre 2016, en marge de la 9^{ème} Assemblée consultative des parlementaires sur la CPI et l'Etat de droit (CAP-ICC).

L'objectif de cette vidéoconférence est d'entamer un dialogue avec des parlementaires de la région sur des questions relatives à l'évolution (défis et réussites) de la lutte contre l'impunité et le travail entrepris par les législateurs dans ce cadre. Nous verrons ensemble également comment le Secrétariat de PGA et les organisations de la société civile peuvent soutenir les efforts nationaux pour le renforcement de l'Etat de droit.

Agenda

14:00 -14:05 Mots de bienvenue par **David Donat Cattin**, Secrétaire général de PGA

14:05 - 14:45 Panel 1. La lutte contre l'impunité au niveau nationale, régionale et internationale

- Présentation de **M. Hicham Cherkaoui** sur la lutte contre l'impunité dans la région (10 minutes)

- Présentation de l’**Hon. Mehrezia Labidi** sur le rapport de l’Instance vérité et dignité et le mandat des chambres criminelles spécialisées de Tunisie (10 minutes)
- Présentation de **Mme Antônia Pereira de Sousa** sur les developpement clés à la Cour pénale internationale (10 minutes)

Echange interactif sur les obstacles et progrès (10 minutes)

14:45 – 15:40 Panel 2. La lutte contre l’impunité : mise en œuvre des crimes internationaux dans le système juridique national pour un renforcement de l’Etat de droit

- Présentation de l’**Hon. Amina Maelainine** sur la réforme du Code pénal du Maroc (10 minutes)
- Présentation de **Mme Melissa Verpile** sur le projet de loi de mise en œuvre du Statut de Rome en Tunisie (10 minutes)
- Présentation de **Mme Marion Chahuneau** sur les meilleures pratiques en matière de lutte contre l’impunité (10 minutes)

Echange interactif sur les obstacles et progrès (10 minutes)

15:40 -15:45 Clôture de la conversation par l’Hon. Amina Maelainine, membre du Comité exécutif de PGA

Fin de la vidéoconférence

Liste de participants (pays par ordre alphabétique)

Parlementaires

A. Liban

1. Hon. Georges Okais, membre de la commission Droits de l’Homme de la Chambre des députés, membre de PGA

B. Maroc

2. Hon. Fatima Ahl-Takrouf, membre de la commission Justice, législation et droits de l’Homme de la Chambre des représentants
3. Hon. Mohammed Benjalloul, membre de la commission Justice, législation et droits de l’Homme de la Chambre des représentants, membre de PGA
4. Hon. Amina Maelainine, membre de la commission Justice, législation et droits de l’Homme de la Chambre des représentants, membre du Comité exécutif de PGA
5. Hon. Meryem Ou-Hssata, membre de la commission des finances et du développement économique
6. Hon. Zohour el Wahabi, membre de la commission Justice, législation et droits de l’Homme de la Chambre des représentants, membre de PGA
7. Hon. Souad Zekhnini, membre de la commission Justice, législation et droits de l’Homme de la Chambre des représentants

C. Tunisie

8. Hon. Imen Bettaieb, députée à l’Assemblée des représentants du peuple
9. Hon. Mehrezia Labidi, ancienne première vice-présidente de l’Assemblée nationale constituante de la Tunisie ; Co-présidente de Religions pour la Paix

Société Civile et Représentants de la Cour pénale internationale

10. Mme Marion Chahuneau, Chargée juridique senior, Programme de droit international et droits de l'Homme de PGA
11. M. Hicham Cherkaoui, Président du Centre marocain de la paix et la loi, membre de la Coalition marocaine pour la CPI, Point focal Afrique du Nord du Réseau africain pour la justice pénale internationale
12. M. David Donat Cattin, Secrétaire général de PGA
13. Mme Antônia Pereira de Sousa, Fonctionnaire chargée des relations extérieures et de la coopération, Greffe de la Cour pénale internationale
14. Mme Melissa Verpile, Chargée juridique senior, Programme de droit international et droits de l'Homme de PGA

A propos de PGA

Vision

Contribuer à la création d'un ordre international fondé sur des règles pour un monde plus équitable, sûr et démocratique

Mission

PGA, réseau international de législateurs engagés, à but non lucratif, non partisan, qui informe et mobilise les parlementaires dans toutes les régions en faveur des droits humains et de l'Etat de droit, la démocratie, la sécurité humaine, la non-discrimination et l'égalité des genres.

Stratégie

PGA rassemble des parlementaires avec des acteurs clés, y compris la société civile et les organisations internationales, dans tous les secteurs ; dote les législateurs de connaissances et d'une expertise pertinente ; et réalise un impact immédiat et sur le long terme, la mise en œuvre nationale des programmes et initiatives à l'appui de la mission.

Pour plus d'informations concernant le programme veuillez contacter Mme Melissa Verpile – melissa.verpile@pgaction.org et / ou Mme Marion Chahuneau – marion.chahuneau@pgaction.org

**LA CAMPAGNE POUR L'UNIVERSALITE ET L'EFFECTIVITE DU STATUT DE ROME DE LA COUR PENALE
INTERNATIONALE (CPI) DE PGA REÇOIT LE SOUTIEN DE**



**COMMISSION EUROPEENNE
OAK Foundation**

Des Gouvernements

**Pays-Bas
Suisse
Liechtenstein**